

Société polarisée, démocratie menacée?

Une analyse de la disposition des Suisses à échanger avec des personnes d'opinions divergentes, à faire des compromis politiques et à accepter des partis qui leur déplaisent comme faisant partie de la démocratie

Ivo Nicholas Scherrer, Pro Futuris
Isabel Schuler, Pro Futuris
Flurina Wäspi, Fondation Mercator Suisse

Pro Futuris



Pro Futuris – der Think + Do Tank
der Schweizerischen
Gemeinnützigen Gesellschaft



Stiftung
Mercator
Schweiz

Juin 2025

Aperçu des principaux résultats

Dans cette troisième partie de la série d'études sur la polarisation et la cohésion en Suisse, nous étudions les caractéristiques individuelles et les comportements qui influencent la coexistence sociopolitique.

Ce faisant, nous nous concentrons sur trois attitudes particulièrement importantes ou problématiques pour la démocratie. Premièrement, nous examinons dans quelle mesure la population suisse serait prête à exclure le parti qui leur est le moins sympathique des votations, des élections et du débat public. Deuxièmement, nous analysons l'importance que les Suisses accordent à l'échange avec des personnes d'opinions politiques divergentes. Troisièmement, nous étudions dans quelle mesure la population est disposée à faire des compromis politiques.

Exclusion du parti le moins sympathique

37,7 % des électrices et électeurs pensent qu'il serait «préférable» ou «plutôt préférable» pour la Suisse que le parti qui leur est le moins sympathique soit exclu du processus politique (c'est-à-dire des élections ou des votations). 35,1 % jugeraient «préférable» ou «plutôt préférable» pour la Suisse que le parti qui leur est le moins sympathique soit exclu du débat politique, c'est-à-dire par exemple des débats publics (cf. chapitre 2.1 et figure A).

Selon notre analyse, de nombreux facteurs jouent un rôle dans la volonté de quelqu'un d'approuver l'exclusion du parti qui lui est le moins sympathique de la politique (cf. chapitre 3.2 pour les résultats détaillés). Du point de vue de la politique démocratique, les facteurs suivants nous frappent particulièrement: le sentiment d'être socialement défavorisé, une forte polarisation émotionnelle et l'impression que les échanges avec des personnes d'opinions divergentes sont peu utiles augmentent la probabilité qu'un individu approuve l'exclusion du parti qui lui est le moins sympathique.

Échange avec des personnes d'opinions politiques divergentes

76 % des Suisses estiment qu'il vaut la peine d'échanger avec des personnes qui ont des opinions politiques très différentes de la leur. Moins de 5 % ne sont pas du tout de cet avis (cf. chapitre 2.2).

Différents facteurs influencent la mesure dans laquelle une personne considère l'échange avec des personnes d'opinions divergentes comme utile (cf. chapitre 3.3 pour l'analyse détaillée). Du point de vue de la politique démocratique, nous considérons les facteurs suivants comme particulièrement importants: plus une personne fait confiance aux autres, plus elle s'intéresse à la politique et moins elle est fatiguée de la démocratie, plus elle a de chances de trouver utile d'échanger avec des personnes d'opinions divergentes.

Disposition au compromis

La disposition au compromis des Suisses dépend fortement du thème politique (cf. chapitre 2.3). En ce qui concerne l'immigration, rares sont les membres de la population qui s'estiment disposés à faire des compromis. Pour ce qui est du soutien à l'Ukraine et des relations avec l'UE, les membres de la population suisse sont également plus nombreux à ne pas être disposés à faire des compromis qu'à en faire. De larges pans de la population se considèrent comme disposés à faire des compromis en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, en ce qui concerne l'État-providence et son financement, ainsi que pour la protection du climat.

Une analyse statistique nous aide également à comprendre les facteurs qui rendent plus ou moins probable la disposition d'une personne à faire des compromis (cf. chapitre 3.4 pour les résultats détaillés). La satisfaction à l'égard de la démocratie, la confiance dans le gouvernement et les médias et l'importance accordée aux échanges avec des personnes d'opinions divergentes ont une influence positive sur la disposition au compromis, tandis que la polarisation affective, c'est-à-dire émotionnelle, a une influence négative.

Figure A: Disposition à exclure le parti le moins sympathique (en %)

■ Non ■ Plutôt non ■ Plutôt oui ■ Oui

Il serait préférable pour la Suisse que le parti politique qui m'est le moins sympathique soit exclu du processus politique



Il serait préférable pour la Suisse que le parti politique qui m'est le moins sympathique soit exclu du discours politique



Question dans l'original: *Lorsque vous pensez au parti politique suisse que vous aimez le moins: trouvez-vous qu'il serait préférable pour la Suisse que ce parti (1)... soit exclu du processus politique (qu'il n'ait par exemple plus le droit de participer aux élections)? (2)... soit exclu du discours public (qu'il ne soit par exemple plus invité aux débats publics)?*

La pondération a été effectuée en fonction de l'âge, du sexe, de la région linguistique et de la proximité avec un parti. (N = 2565).

© Pro Futuris/Université de Berne

Prise en compte globale des influences favorables et préjudiciables à la démocratie

Si nous examinons l'influence des facteurs individuels sur a) la disposition à exclure de la politique le parti ressenti comme le moins sympathique, b) l'évaluation de la valeur du dialogue et c) la disposition au compromis, des corrélations claires apparaissent:

-
- La **polarisation affective** a des conséquences négatives évidentes. (Pour mémoire: les personnes fortement polarisées sur le plan affectif éprouvent une grande sympathie pour leur propre camp politique et font preuve d'antipathie vis-à-vis des autres partis ou de leurs partisans et partisans). Plus cette attitude est marquée, plus les gens sont favorables à l'exclusion de la politique du parti qui leur est le moins sympathique. En cas de forte polarisation affective, il est moins probable qu'une personne considère l'échange avec des personnes aux idées différentes comme utile et qu'elle soit disposée à faire des compromis.
-
- Contrairement à la polarisation affective, la **satisfaction générale à l'égard de la démocratie** a une influence positive sur la disposition au compromis et au dialogue. Les personnes satisfaites de la démocratie sont moins enclines à exclure les autres de la politique. En revanche, celles qui sont fatiguées de la démocratie, donc qui pensent que cela ne vaut pas la peine de participer aux élections et aux votations et qu'il n'est pas important de vivre en démocratie, sont plus enclines à exclure les autres et à considérer le dialogue avec des personnes d'opinions divergentes comme peu utile (cf. annexe 2 pour une explication de la variable «Fatigue face à la démocratie»).
-

-
- L'**engagement bénévole et politique**, un intérêt politique accru et le sentiment qu'il vaut la peine d'échanger avec des personnes d'opinions divergentes renforcent la disposition au compromis.
-
- La **manière dont une personne s'informe sur les événements politiques** est également importante. Ainsi, les personnes qui s'informent en discutant avec leurs ami·e·s et leur famille sont moins enclines à exclure de la politique le parti qui leur est le moins sympathique. Elles considèrent aussi l'échange avec des personnes d'opinions divergentes comme plutôt utile.
-

Enfin, il nous semble également intéressant d'examiner les facteurs qui n'ont aucune influence sur la disposition des individus à exclure le parti qui leur est le moins sympathique de la politique, sur l'évaluation de la valeur du dialogue et sur la disposition au compromis. Selon notre analyse, il s'agit des éléments suivants: le sexe, la formation, le revenu et le lieu de résidence (ville, agglomération, pays) d'une personne.

**Conclusion: Les
démocraties ont
besoin de nous**

Dans cette étude, nous nous penchons sur les attitudes spécifiques des Suisses en matière de démocratie. Premièrement, nous examinons dans quelle mesure l'électorat suisse est disposé à exclure le parti qui lui est le moins sympathique des votations, des élections et du débat public. Deuxièmement, nous analysons l'importance que la population accorde à l'échange avec des personnes d'opinions politiques divergentes. Troisièmement, nous étudions dans quelle mesure la population est disposée à faire des compromis politiques.

Aperçu des principaux résultats

1. Forte approbation de l'exclusion du parti ressenti comme le moins sympathique:

plus d'un tiers des Suisses affirment qu'il serait bon pour la Suisse que certains partis soient exclus de la politique. Le sentiment d'être socialement défavorisé-e, une forte polarisation affective (c'est-à-dire émotionnelle) et l'impression que les échanges avec des personnes d'opinions divergentes sont peu utiles augmentent la probabilité d'approuver l'exclusion du parti ressenti comme le moins sympathique.

2. Large consensus sur la valeur des échanges:

une grande majorité des Suisses, soit près de 75 %, considère les échanges avec des personnes d'opinions divergentes comme utiles. Plus une personne fait confiance aux autres, plus elle s'intéresse à la politique et moins elle est fatiguée de la démocratie, plus elle a de chances de trouver utile d'échanger avec des personnes d'opinions divergentes. Plus une personne est polarisée affectivement, moins elle a de chances de trouver utile d'échanger avec des personnes d'opinions divergentes.

3. Différents facteurs influencent la disposition au compromis:

un certain nombre de facteurs augmentent la disposition individuelle au compromis, en particulier la satisfaction à l'égard de la démocratie elle-même, la confiance dans le gouvernement et les médias, l'échange avec les personnes d'opinions divergentes et l'engagement bénévole. La polarisation affective et une préférence

politique pour l'UDC ont un impact négatif sur la disposition au compromis.

4. Polarisation affective néfaste: le degré de polarisation affective individuelle a une influence négative évidente sur ces trois attitudes: celle-ci affaiblit la disposition au compromis, augmente la disposition à exclure du discours et des élections le parti ressenti comme le moins sympathique et réduit la probabilité qu'une personne considère comme utile d'échanger avec des personnes d'opinions divergentes.

Qui a de la place à la table démocratique et qui n'en a pas?

Nos résultats soulèvent de nouvelles questions: la disposition à exclure les autres reflète-t-elle le souhait d'un système avec des majorités plus claires, moins de contradictions et une prise de décision plus rapide? Reflète-t-elle l'opinion selon laquelle de larges compromis sont quasiment impossibles dans un paysage politique polarisé? Ou est-elle l'expression d'une intolérance plus profonde à l'égard des autres opinions?

Notre analyse révèle une tension fondamentale au sein de notre démocratie. Une grande majorité de la population considère les échanges avec des personnes d'opinions divergentes comme fondamentalement précieux. Cette attitude reflète sans doute l'idée abstraite qu'en tant que citoyenne et citoyen d'une démocratie, il est normal de débattre avec respect avec des personnes qui ont des opinions et des conceptions très différentes. Cette disposition au dialogue se heurte toutefois à des limites claires lorsqu'il s'agit d'octroyer un pouvoir politique concret au parti ressenti comme le moins sympathique et sans doute aussi le plus étranger sur le plan idéologique. Plus d'un tiers des Suisses fixent une limite et approuvent l'exclusion politique du parti qu'ils apprécient le moins.

Pour nous, une chose est sûre: en tant que société démocratique, nous ne pouvons construire ensemble notre avenir que si nous nous accordons mutuellement une place à la table des négociations.

Une société démocratique doit être en mesure de négocier en permanence de nouvelles questions politiques et de développer des solutions susceptibles de réunir une majorité. Cela n'est possible

que si différentes perspectives ont leur place au sein du discours public et qu'une majorité de la population est disposée à faire des compromis avec des forces politiques qui poursuivent d'autres objectifs. Cela signifie que toutes les forces qui acceptent la démocratie doivent pouvoir participer au débat et à la prise de décision.

Les démocraties vivent du fait que, malgré toutes les différences, nous soulignons les points communs et accordons des droits à chaque être humain, indépendamment de toute appartenance à un groupe. Pour qu'une démocratie puisse fonctionner, nous devons exprimer nos divergences de manière controversée. Dans le même temps, la démocratie a besoin que nous, citoyennes et citoyens, soyons ouverts à l'échange et au compromis, en particulier avec des personnes qui nous sont peu sympathiques.

Comment pouvons-nous, en tant que société, renforcer notre capacité à gérer nos différences de manière constructive?

L'engagement personnel comme investissement dans la démocratie

Notre analyse montre que l'engagement bénévole, l'activité politique ainsi qu'un intérêt politique accru renforcent la disposition au compromis et augmentent la probabilité d'accorder une grande importance aux échanges avec des personnes d'opinions divergentes.

La première partie de l'étude nous apprend en outre que l'engagement bénévole réduit la polarisation affective politique¹. L'engagement bénévole nous permet accessoirement d'échanger aussi avec des personnes qui vivent d'autres réalités et ont d'autres opinions politiques.

Il est donc prouvé que l'engagement bénévole a de nombreux effets positifs. Dans le même temps, nous savons que de nombreuses personnes sont de moins en moins disposées à s'engager pour des questions politiques et sociales en plus de leur travail – et que l'engagement est également très inégalement réparti. Les personnes disposant d'un niveau de formation et d'un revenu plus élevés s'engagent par exemple particulièrement souvent². Pour la prospérité à long terme de la démocratie, il est donc essentiel que l'engagement bénévole et politique ne devienne pas le privilège des per-

sonnes bénéficiant d'une bonne formation. Les mondes politique et entrepreneurial sont tenus de créer des incitations et des marges de manœuvre ainsi que de réduire les obstacles afin que davantage de personnes puissent s'engager.

Focaliser sur la capacité de la démocratie à résoudre les problèmes

Notre analyse montre également que la satisfaction générale à l'égard de la démocratie a une influence positive sur la disposition au compromis, au dialogue et à l'exclusion des autres de la politique. En revanche, les personnes fatiguées de la démocratie, c'est-à-dire celles qui pensent que cela ne vaut pas la peine de participer aux élections et aux votations, et qu'il n'est pas important de vivre en démocratie, sont plus enclines à exclure les autres et à considérer le dialogue avec des personnes d'opinions divergentes comme peu utile.

Il en va de même pour la satisfaction envers la démocratie que pour la confiance envers le gouvernement et les autres. Les personnes qui ont une confiance plutôt élevée sont aussi plus enclines au compromis et au dialogue, tout comme moins d'avis qu'il serait bon pour la Suisse d'exclure de la politique le parti qui leur est le moins sympathique.

Cela montre que la perception du système démocratique en soi a une forte influence sur les comportements et attitudes qui sont à leur tour indispensables au fonctionnement de la démocratie. Dans le même temps, nous savons que cette satisfaction s'effrite. En effet, une analyse de 2023 montre que près de la moitié de la population doute de la capacité de la politique à résoudre les grandes questions de l'avenir³. Par conséquent, il est essentiel pour la Suisse de ne pas tenir pour acquis la grande satisfaction à l'égard du système politique suisse en comparaison internationale: le système politique doit investir dans sa propre capacité à résoudre les problèmes, et montrer ainsi à la population que la démocratie fonctionne et qu'il vaut la peine de s'y impliquer.

¹ Scherrer, Ivo, Isabel Schuler, und Flurina Wäspi. «Zwischen Konflikt und Kompromiss. Welche politischen Fragen polarisieren die Schweiz?» Zürich: Pro Futuris/SGG, Dezember 2024.

² Lamprecht, Markus, Adrian Fischer und Hanspeter Stamm. Freiwilligen-Monitor Schweiz 2020. Zürich: Seismo, 2020.

³ Scherrer Ivo, Nathalie Klausner und Che Wagner. «Ist die Schweizer Demokratie bereit für die Zukunft? Demokratiemonitor 2023». Zürich: Pro Futuris/SGG, 3. September 2023.

Pro Futuris



Pro Futuris – der Think + Do Tank
der Schweizerischen
Gemeinnützigen Gesellschaft



Stiftung
Mercator
Schweiz

Juin 2025